



*Le rapport de force existe pour imposer la rupture avec la politique au service du Medef !*

## Faisons capoter l'accord Hollande-Medef-CFDT contre les salariés!

**Le président Hollande et sa majorité gouvernementale s'apprêtent à faire passer une destruction sans précédent du code du travail.**

Sa portée est très grave. Le soi-disant « Accord national interprofessionnel sur le marché du travail » (ANI) vise à faciliter les licenciements. Entre autres, il légalisera le chantage patronal au « maintien de l'emploi », contre baisse des salaires et augmentation du temps de travail, ou contre mobilité forcée.

Le Medef peine à cacher sa satisfaction devant cette contre-réforme similaire à celles qu'inspire l'Union européenne dans les autres pays comme l'Italie.

**Aucun salarié ne peut plus croire aux illusions propagées sur le « changement » avec l'alternance électorale.**

Le gouvernement Hollande-Ayrault va jusqu'à accorder 20 milliards d'euros de nouveaux cadeaux fiscaux au patronat au nom du « choc de compétitivité ». Il reprend à son compte les hausses de TVA voulues hier par Sarkozy. Il s'attaque aux allocations familiales. Sur le dossier emblématique des retraites, il prépare l'opinion à une aggravation des contre-réformes Fillon et Woerth. Etc.

**De changement, il n'y en a que dans le ton et la méthode.** A l'arrogance succède la mise en scène de l'impuissance et de la fatalité. A l'hypocrite « dialogue social » de Raffarin et Sarkozy, Hollande, fort du soutien inédit que lui ont apporté les principales centrales syndicales, **passé à l'institutionnalisation de la « négociation sociale »**, pour ne pas dire de la collaboration de classe. Elle lui permet de se défausser vis-à-vis du pays.

L'ANI serait ainsi le fruit d'un « accord » entre les organisations patronales et certaines organisations syndicales (CFDT, CFTC et CGC, minoritaires) et devrait rentrer dans la Loi, sans discussion. La CFDT, qui avait soutenu la loi Fillon contre les retraites, confirme, sans surprise, son orientation en se prévalant du soutien des principaux syndicats européens de la Confédération européenne des syndicats (CES), fer de lance du Traité de Lisbonne rejeté par le peuple français.

**Depuis des années, la colère populaire monte dans notre pays. Nous étions des millions à manifester en 2009 contre l'austérité. Nous avons été 10 millions au total, soutenus par l'immense majorité, à manifester pour la défense de la retraite à 60 ans et de son financement solidaire.**

**Des luttes conséquentes, d'ampleur nationale, se développent pour le maintien de l'activité productive, pour les salaires,**

**pour les services publics : PSA, Goodyear, Virgin, SNCF, Hôpital etc.**

**La perspective politique ne peut plus être détournée vers un prochain « changement » électoral, vers une recomposition politicienne au Parlement.** La lutte pour les retraites ne s'est pas heurtée à « l'obstination et la surdité » de Sarkozy mais au choix général de l'UMP et du PS d'appliquer en France la politique en faveur du patronat et du capital coordonnée par l'UE : faire payer leur propre crise au monde du travail.

La suite, on la connaît. On l'observe en Grèce, au Portugal, en Italie, en Allemagne aussi où 7 millions de salariés travaillent pour 1 euro de l'heure.

**La perspective politique de « changement », ne saurait être un aménagement, une renégociation des projets gouvernementaux mais leur mise en échec par le mouvement populaire.**

Les « accords de compétitivité », l'augmentation du temps de travail avec gel ou baisse des salaires pendant 2 ans : **C'est inacceptable, ce n'est pas négociable !** On sait, à l'exemple de Continental ou de Bosch, que cela n'empêche pas les licenciements, mais ne fait que gonfler les profits.

La mobilité interne obligatoire dans l'entreprise sous peine de licenciement pour « motif personnel » : **C'est inacceptable, ce n'est pas négociable !**

La réduction de 5 à 2 ans des possibilités du salarié de contestation devant les prud'hommes de son licenciement : **C'est inacceptable, ce n'est pas négociable !**

L'ensemble de l'ANI est inacceptable et n'est pas négociable. **Les forces existent pour gagner le retrait du projet de loi.**

De même, il ne saurait être question pour nous de réclamer en échange des 20 milliards d'euros de crédits d'impôts aux entreprises (encore 100 millions pour la famille Peugeot!) les « contreparties » insignifiantes que le pouvoir est prêt à concéder.

**Plus que jamais, communistes, nous portons, au cœur des luttes et des entreprises, des propositions de rupture comme**

- la nationalisation des constructeurs automobile, de la sidérurgie...
- le refus de l'application des directives européennes de mise en concurrence des services publics,

**LE RETRAIT DU PROJET DE LOI REPRENANT L'ANI**

**Adhérez au PCF ! Faites le choix de la lutte !**

NOM:.....Prénom.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....

RENOYER A PCF ,

